

**APRÈS LE 13 JANVIER, AMPLIFIONS LA LUTTE !****toutes et tous dans l'action le 27 janvier**

Lors de la mobilisation du 13 janvier, près de 66 % des personnels du primaire et 38 % des personnels du secondaire étaient en grève dans l'académie. 1200 d'entre elles et eux se sont rassemblés à Auxerre, Nevers, Mâcon et Dijon. Le ministre n'a pas répondu à nos revendications, il nous donne des miettes quand nous voulons le gâteau !

**Des moyens supplémentaires pour fonctionner aujourd'hui et demain !**

Pour la qualité d'accueil de nos établissements, il est nécessaire que l'État mène - en lien avec les collectivités - une politique de rénovation du bâti scolaire, et qu'il investisse massivement sur ses fonds propres pour permettre : l'acquisition de capteurs de CO2, des travaux d'amélioration de la ventilation, l'installation de purificateurs d'air.

Il est nécessaire de mettre en place un recrutement massif : de personnel enseignant pour limiter drastiquement le nombre d'élèves par classe – c'est bon pour les apprentissages et ça limite la circulation du virus – ; de personnel éducatif pour accompagner les élèves dans leur scolarité ; de personnel de santé et d'action sociale pour assurer un véritable suivi des élèves ; de personnel administratif pour maintenir le lien au sein de la communauté scolaire, notamment dans le premier degré où il devient plus qu'urgent de donner aux directrices et directeurs d'école l'aide dont ils ont besoin.

Du primaire au secondaire, que l'on soit personnel administratif, enseignant, d'éducation, de santé ou d'action sociale, contractuel.les ou titulaires, nous sommes toutes et tous conscients de ces enjeux. Il nous appartient de nous saisir de ces revendications dans nos écoles, nos collèges, nos lycées pour dresser et préciser nos revendications.

Nul ministre, fusse t-il de l'éducation nationale, nul expert, ne peut savoir mieux que nous ce dont nous avons besoin pour pouvoir réaliser correctement nos missions et répondre à ceux de nos élèves.



**La CGT Éduc'action Dijon appelle tous les personnels à rédiger leur cahier revendicatif et à les faire remonter au rectorat.**

**En janvier toutes et tous en heure d'information syndicale**

**La CGT Éduc'action Dijon se tient à la disposition des collègues qui rencontreraient des difficultés pour s'organiser.**

Pour mettre en œuvre ce plan d'urgence, la CGT Educ'action 71 revendique :

- La titularisation, sans conditions, de toutes et de tous les contractuel.les (enseignant.es et non-enseignant.es)
- Le recrutement de personnels titulaires supplémentaires, notamment celles et ceux en liste complémentaire
- Un statut de fonctionnaire pour les AESH et les AED

## La reconnaissance c'est pour quand ?

Dans notre ministère, l'heure n'est plus aux « jours heureux ». Si pendant des décennies intégrer l'Éducation Nationale assurait pour beaucoup d'entre nous une promotion sociale par rapport à la génération précédente, force est de constater qu'aujourd'hui ce n'est plus le cas, toutes catégories confondues. Le manque d'attractivité de l'Éducation Nationale a de multiples causes. Parmi elles, la question salariale est centrale. Des personnels de catégorie C se retrouvent à peine au dessus du SMIC, des personnels non titulaires aux temps partiels subis peinent à boucler leurs fins de mois... Les autres personnels (catégories A ou B), voient leur pouvoir d'achat baisser purement et simplement à cause de l'inflation. À qualification égale ou niveau de recrutement équivalent, les salaires du privé sont bien plus attractifs. Même le Sénat reconnaît ce décrochage dans un rapport de novembre 2021...

### Des choix contestables

RIFSEEP, ISO, CIA, ISAE, IMP... Tous ces sigles correspondent aux indemnités ou primes versées dans l'EN. Elles fleurissent au détriment du salaire indiciaire et donnent ainsi l'impression aux personnels que leur salaires augmentent... Dans l'absolu, c'est vrai... Mais très dangereux !

Les primes sont dangereuses à long terme : pas de prise en compte dans le calcul retraite (sauf la RAFP), pas certaines d'être pérennes, pas d'équité de traitement entre les travailleuses et les travailleurs, et mise en concurrence des personnels.

Les primes accentuent également les inégalités de salaire entre les femmes et les hommes dans la fonction publique.

La CGT Educ'action Dijon revendique le versement immédiat à tous les personnels de 400 €, soit l'équivalent de 90 points d'indice, pour compenser en partie la perte de pouvoir d'achat qu'ils ont subie.

La CGT Educ'action Dijon revendique l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation, afin de garantir le pouvoir d'achat des personnels.

La CGT Educ'action Dijon revendique un SMIC à 2000 euros brut mensuels et la revalorisation de l'ensemble des grilles salariales indiciaires, pour que toutes et tous puissent vivre dignement de leur travail.



**La CGT Educ'action Dijon appelle tous les personnels à se joindre à la grève générale interprofessionnelle du 27 janvier et à débattre de sa reconduction**

**Pour rejoindre la CGT Educ'action**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... Code postal : .....

Commune : ..... Téléphone : .....

Mél : .....

Profession : ..... Lieu d'exercice : .....

